ÉDUCATION

Benbouzid et Djiar «redynamisent» le sport scolaire

Le ministère de l'Education nationale et celui de la Jeunesse et des Sports se sont fixé, conjointement, l'objectif d'impulser et de redynamiser le sport scolaire.

Wassila Zeghtitouche - Alger le Soir) - Ce partenariat a été concrétisé hier à Alger, par la signature d'une décision interministérielle fixant la composition de la commission nationale mixte et des commissions de wilaya de coordination chargées de la promotion des pratiques sportives en milieu scolaire. Un partenariat visant essentiellement à renforcer et promouvoir les pratiques sportives en milieu scolaire au profit des élèves. Cette action entre dans le cadre de la mise en œuvre du plan de redressement du sport national basé essentiellement sur la relance de la pratique sportive à la base et la prise en charge des jeunes catégories. A ce sujet, les deux ministres s'accordent sur la nécessité que le sport est devenu obligatoire depuis trois années et que plusieurs infrastructures ont été réalisées afin de généraliser les pratiques sportives en milieu scolaire. A en croire Benbouzid, quelque 650 salles de sport sont réparties à travers le territoire national, sans compter les 110 lycées en cours de réalisation, équipés en salles de sport, a précisé Benbouzid. «Tous les CEM sont dotés de stades mat éco», mais ce que déplore le ministre est «le manque d'encadrement». A cet effet, les professeurs d'éducation physique seront sous la tutelle du ministère de la Jeunesse et des Sports. Les deux ministres on insisté sur la nécessité de la relance des classes «sport-études». D'ailleurs, il a été procédé à l'adoption de la feuille de route relative à la mise en œuvre du plan de relance de ce genre de classes.

Cette action sera soutenue par la révision des textes juridiques y afférents, ainsi que par l'identification des wilayas-pilotes pour la relance de ces structures. Pour Djiar, ce genre d'initiatives constituera une sorte de «motivation» pour les élèves, notamment par l'encouragement de l'esprit de compétition. Cela permettra d'arriver à former une «élite» dans le domaine du sport, espère-t-il. A cet effet, un vaste programme a été arrêté par les deux départements pour la redynamisation du sport scolaire. Ce dernier sera axé sur la redynamisation des sports scolaires, par la mise en œuvre d'un plan d'urgence. Il comportera, entre autres, l'organisation d'une rencontre nationale de concertation entre les principaux opérateurs des secteurs (DJS-DE) sur l'utilisation rationnelle des infrastructures sportives. Et également par la formation et qualification des enseignants du cycle primaire en matière d'éducation physique et sportive, et l'encouragement de la jeune fille à la pratique sportive. Concernant la semaine de cinq jours décidée par Benbouzid, elle ne concernera que le primaire, a-t-il indiqué en marge de cet évènement.

W. Z.

APRÈS LA SUSPENSION DU RESPONSABLE DU SETE

L'Union de l'UGTA d'Amizour dénonce

La suspension de l'un des congressistes, aux 11es assises de l'UGTA organisées à la fin du mois de mars dernier, en l'occurrence Bekhouche Malek, issu de la daïra de Kherrata, de son poste de secrétaire général du Sete par le bureau de wilaya de l'UGTA, ne cesse de susciter la colère de la base syndicale de l'organisation de Sidi-Saïd.

L'annonce de la décision de suspension du syndicaliste de l'éducation par l'Union de wilaya de l'UGTA pour «mauvais agissements ayant nui à l'organisation de l'UGTA» (voir *Le Soir d'Algérie* du 8 avril dernier) continue de déclencher un large mouvement de solidarité avec ce responsable du Sete. C'est ainsi que tout en saluant le «geste de bravoure» de ses congressistes pour leur «retrait» du congrès, l'Union locale de l'UGTA d'Amizour, qui a réuni la semaine écoulée quelque 77 représentants syndicaux des différents secteurs d'activité, a, dans une déclaration rendue publique, énergiquement condamné la suspension du syndicaliste de l'éducation de son poste de secrétaire général du Sete. Les délégués syndicaux de l'Union d'Amizour qui s'opposent à «l'unanimité» à «toute forme d'exclusion», estiment dans leur document que ce genre de sanction ne sert «nullement les intérêts» des travailleurs et de leur organisation qui a «besoin de stabilité et de consolidation de ses rangs dans un environnement plus que jamais pluraliste».

«A la veille de la célébration d'une date historique, le Printemps berbère, la conférence des représentants syndicaux de la daïra d'Amizour appelle «les camarades syndicalistes induits en erreur, par manque d'information et de communication, à plus de vigilance pour déjouer toute tentative d'enterrer 20 ans de combat réussi grâce à l'engagement et au dévouement de notre base syndicale et à la défense des espaces démocratiques chèrement arrachés par un long combat de militants sincères qui n'ont jamais abdiqué devant un quelconque privilège». Par ailleurs, les représentants syndicaux de différents secteurs d'activité de l'Union locale d'Amizour, tout en dénonçant ce qu'ils qualifient «de travail fractionnel de pseudo-syndicalistes soucieux plutôt de sauvegarder leurs privilèges qui passent par la sauvegarde de leur poste et de leur statut de détaché sans poste organique» ont, au terme de leur conférence , voté le principe d'une action pour la réhabilitation de leur camarade secrétaire général à son poste de S/G du Sete et pour lutter contre toute forme d'exclusion.

Enfin, les syndicalistes d'Amizour notent, dans leur déclaration, que l'ébullition qui a gagné la base syndicale depuis ladite décision est «la conséquence directe du mauvais déroulement de désignation des congressistes et des membres de la CEN (Béjaïa 5, Sidi-Aïch 1, Akbou 1, Amizour 0 et Kherrata 0) ayant aussi abouti à l'exclusion de notre daïra».

A. Kersani

COMMÉMORATION DU 20 AVRIL À BOUIRA

Entre «Printemps amazigh» et «Printemps noir»

Cette année, le double anniversaire du 20 Avril, célébrant le 28e anniversaire du Printemps amazigh 1980, et celui du Printemps noir 2001 se fera d'une manière distincte. Du côté des officiels, l'on semble plutôt privilégier le Printemps amazigh, devenu par la force des choses une commémoration entrant dans le cadre du mois du patrimoine.

Cela est d'autant vrai que la Direction de la culture de la wilaya de Bouira a décidé de commémorer cette date par une semaine culturelle en collaboration avec l'APC (RCD) de M'chedallah, dédiée à l'une des figures de proue du MCB, en l'occurrence Salah Boukrif, ravi aux siens et à la famille du MCB un certain 25 avril 2005.

Ainsi, lors de cette semaine culturelle célébrée officiellement dans la daïra de M'chedallah, loin des feux de la rampe du chef-lieu de wilaya, il est prévu des galas avec les chanteurs Kamel Chennane, Oujrih, Aït Hamid, Salim Mokrani et Mustapha Mebarki, plusieurs conférences dont le thème n'a pas été précisé mais qui devront être en rapport avec l'événement, une exposition sur le 20 Avril, la projection du film *Mimezrane* dont quelques séquences ont été tournées à Tikjda, le recueillement sur les tombes des militants Mohand Ouharoun et Achour Messaoudi, et bien entendu, lors de la journée du 25 avril, un recueillement sur la tombe de Boukrif Salah, dépôt d'une gerbe de fleurs et waâda familiale.

Signalons que toutes ces activités auront lieu au niveau de la salle de cinéma Djurdjura, baptisée depuis avril 2006, Théâtre communal Boukrif-Salah.

Ceci pour la commémoration officielle du 20 avril.

Du côté du peuple, la commémoration concernera certes le Printemps amazigh, précurseur du long combat des Algériens pour le recouvrement de leurs libertés démocratiques et pour l'épanouissement de la langue tamazight dans toutes ses dimensions culturelle, linguistique et institutionnelle, mais aussi et surtout le Printemps noir 2001, qui est encore vivace dans les esprits.

Cela étant, et parlant du volet institutionnel de tamazight, les citoyens sont unanimes à dire que c'est au prix de 126 martyrs, dont la plupart sont partis à la fleur de l'âge, que le pouvoir algérien avait lâché du lest en acceptant ce qui relevait il y avait quelques années auparavant, du domaine de l'impossible, à savoir l'institutionnalisation de la langue tamazight comme seconde langue nationale des algériens aux cotés de l'arabe.

Cette revendication, tant réitérée des décennies durant, a été certes satisfaite grâce aux sacrifices de 126 martyrs du Printemps noir et des centaines de blessés mais sans oublier le long et pénible combat des aînés depuis Boulifa et Laïmèche, jusqu'à Massinissa Guermah en passant par Mouloud Mammeri, Amzal Kamal, Mohand Ouharoun et, bien entendu, et toutes les générations ne l'oublieront jamais, Matoub Lounès. Matoub Lounès qui avait payé de sa vie son combat pour l'émancipation de l'Algérien en général et du Kabyle en particulier, Matoub Lounès qui n'a jamais abdiqué même lorsque la majorité de ses contemporains avaient douté.

Aussi, et pour ne pas oublier ce grand monument du combat amazigh, cet artiste hors pair, qui a su chanter toutes les douleurs du peuple, qui a su fredonner les douleurs de ce «pays damné», sera omniprésent lors des festivités organisées par les citoyens, tant au niveau des APC à travers des associations qu'au centre universitaire de Bouira et des établissements scolaires, notamment dans les lycées ou l'éveil est assez criant.

Au niveau du chef-lieu de Bouira, l'honneur reviendra, encore une fois, à l'association Tagherma de Djaâfar Abdedou pour fêter comme il se doit l'événement. A travers un programme étoffé, la journée du 20 Avril sera d'abord marquée par une exposition comme on n'en pas encore vu, retraçant l'itinéraire militant de Matoub Lounès, mais aussi la genèse des événements du Printemps noir et du Printemps amazigh.Dans la même journée, une conférence autour de ces deux événements sera animée à la salle Errich, suivie dans l'après-midi par une pièce théâtrale relative à l'événement et dans la soirée, un gala pour clôturer la journée.

Auparavant, pour la journée du 18 avril, un recueillement sur la tombe de Guermah Massinissa à Beni Douala est prévu. Une délégation conduite par Djaâfar Abdedou fera le déplacement. Pour rappel, le 18 avril 2001, le jeune lycéen Guermah Massinissa fut blessé par balles à Beni Douala dans les locaux de la gendarmerie. Deux jours plus tard, il succombera à ses blessures. Ce fut le début d'une longue insurrection à travers toute la Kabylie et qui sera appelée plus tard, les événements du printemps noir.

Au total, ces événements qui ont duré plus de deux ans, ont fait 126 morts et plus de 1 000 blessés.

Lors de ces événements, une plate-forme de 14 points avait été élaborée. Sept ans après ces événements, seuls quelques points ont été satisfaits par le pouvoir et la Kabylie souffre toujours et attend une véritable prise en charge avec une réelle relance économique mais aussi et surtout, une vraie reconnaissance identitaire.

Y. Y.

EXPLOSION NUCLÉAIRE DE REGGANE

Un mur pour lutter contre les irradiations

Plus d'un demi-siècle après l'explosion de la première bombe nucléaire française à Hamoudia (daïra de Reggane) le 13 février 1960, les autorités algériennes ont enfin réagi en installant une clôture qui délimite le périmètre de l'impact afin d'éviter aux habitants de la région la menace éventuelle d'une contamination, selon un communiqué établi par la Direction de l'environnement de la wilaya.

Quatre entreprises ont été sollicitées afin d'entreprendre les travaux appropriés pour une enveloppe financière de treize millions de dinars. Mais les habitants préconisent la mise en place d'une commission scientifique afin de mener des études approfondies et des analyses concernant les personnes et l'environnement.

Les travaux consistent en la mise en place d'une clôture longue de 3 000 m afin d'empêcher les curieux et autres de s'approcher du lieu de l'impact qui demeure encore en activité, selon les experts qui l'ont visité.

Il est à noter que cette terrible explosion a laissé d'énormes séquelles et les gens et la végétation en souffrent encore.

La constitution d'une commission d'experts en nucléaire pourrait, grâce aux tests et analyses effectués sur l'ensemble des personnes touchées ainsi que la palmeraie sur une superficie de 50 km^2, lever le voile sur cette terrible tragédie qui a secoué et ébranlé le monde en 1960.

En attendant l'installation de cette clôture, des campagnes de sensibilisation sont menées tambour battant par l'APC de Reggane afin d'éviter toute contamination.

Les habitants de la région insistent sur la programmation d'études épidémiologiques ainsi qu'une liste des différentes maladies liées directement ou indirectement à cette explosion.

Leur demande est adressée aux autorités françaises et algériennes pour la création d'un pôle d'observation des différents sites ayant servi aux essais nucléaires comme ce fut le cas pour l'Angleterre et ses sites en Australie.

D'ailleurs, un rapport est établi par le ministère de la Défense française en mars 2007 autour de ces explosions qui ont eu lieu dans le Sahara algérien entre 1960 et 1967.

Ce même rapport, appuyé par d'autres émanant de l'Agence internationale de l'énergie en 1999 et en 2005, précise que l'activité nucléaire subsiste toujours au niveau de Hamoudia (Reggane) suite aux lancements menés sous le nom de code Gerboise blanche et Gerboise bleue.

Une affaire qui a fait couler beaucoup d'encre et dont la grandeur d'un pays comme la France se trouve sérieusement entachée pour avoir fait fi des droits de l'homme et de la vie de centaines d'êtres humains.

Et on ose parler de fraternité et d'égalité. C'est le comble de l'ironie !

Une affaire à suivre.

El-Hachemi S.